

Toutes et tous en campagne pour la démocratie alimentaire !

Depuis 30 ans, la Confédération paysanne défend l'agriculture paysanne et milite pour que l'ensemble du monde paysan en France et ailleurs adopte cette démarche. Dans le système libéral actuel, celle-ci est en concurrence directe avec l'agriculture industrielle sans pour autant construire les prix de la même façon. Nombreux sont celles et ceux qui tra-

vaillent en circuit court et transforment une partie de leur production pour créer de la valeur ajoutée et continuer à vivre de leur métier sans s'aligner sur des prix toujours plus bas. Mais est-ce que ce modèle peut être généralisé dans le système actuel, et est-ce que cette agriculture est accessible à toutes et tous ? Aujourd'hui en France, 6° économie mondiale, l'alimentation est devenue une variable d'ajustement dans le budget des ménages, des gens ne mangent pas à leur faim et une part importante de la population mange mal, par manque de moyens pour se nourrir correctement. Il faut agir ! Et cela passe nécessairement par la mise en place de politiques alimentaires et agricoles définies avec l'ensemble de la population. ■

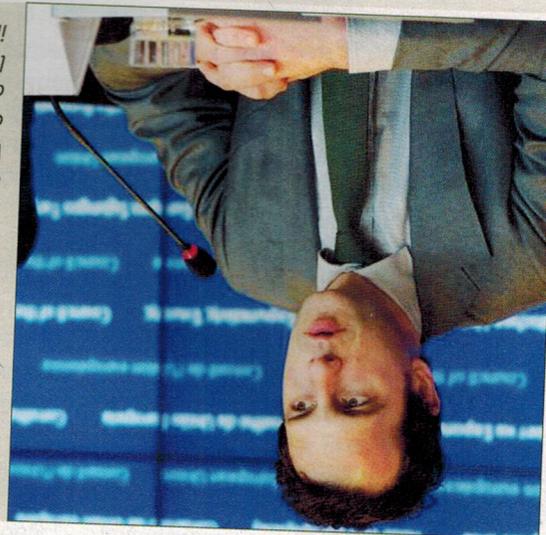
Le calendrier de la campagne

- **De juillet à fin septembre : on informe pour agir !**
Début juillet, la campagne est lancée par la diffusion sur les réseaux sociaux de deux outils d'information : une infographie qui sur le mode de l'humour et du dessin permettra de dénoncer la mainmise des politiques alimentaires par l'agro-industrie et d'intéresser les citoyens, à ces questions pour les emmener à participer au débat démocratique, et une plaquette d'information qui accompagnera cet outil pour aller plus loin dans la réflexion.
Un appel sera diffusé afin de rejoindre les paysans, à l'autonomie pour l'organisation d'ateliers de concertation. Une carte interactive permettra de visualiser où et quand auront lieu tous ces ateliers.

- **D'octobre à fin novembre : on construit et on propose ensemble !**
À l'initiative des structures locales du réseau, citoyens, paysans, nous organisons partout en France des ateliers de concertation. L'objectif est de partager un diagnostic des politiques agricoles et alimentaires. Une fois ce constat partagé, les ateliers proposeront des mesures politiques concrètes, tant au niveau local que national. Ils permettront également d'impulser des dynamiques locales paysannes/citoyennes autour de ces questions.
- **Janvier : les Assises de l'alimentation et de l'agriculture !**
Tous les acteurs qui auront participé aux ateliers de concertation se réunissent en janvier à Paris lors des Assises de l'alimentation et de l'agriculture. Ces Assises permettront de compiler les mesures politiques et les actions proposées sous la forme d'un cahier de doléances qui servira de base pour réorienter la nouvelle PAAC (Politique Agricole et Alimentaire Commune).

- **Février : Ensemble au Salon de l'agriculture !**
Lors du Salon de l'Agriculture, fin février 2017 à Paris, une tribune sera organisée pendant une journée sur le stand de la Confédération paysanne avec tous les acteurs de la société civile participant à la campagne pour demander et exiger aux futurs candidats aux élections présidentielles de 2017 de s'engager sur les mesures politiques issues du cahier de doléances.

Pour en savoir plus sur l'organisation de cette campagne et organiser un atelier de concertation, contactez dans votre département la Confédération paysanne ou l'Adedar locale !



L'Europe vers une politique alimentaire ?

Le ministre social-démocrate néerlandais de l'Agriculture, Martijn van Dam (photo), présenta fin mai ses propositions pour l'avenir de la Pac, dans une contribution intitulée : « La nourriture pour l'avenir - l'avenir de la nourriture ». Une vision très libérale : « Il faut donner la liberté aux agriculteurs de devenir des entrepreneurs, pour innover et être compétitifs sur les marchés européens et internationaux ». La présidence néerlandaise veut fier l'orientation de marché donnée par la réforme de 2013 : « Les agriculteurs doivent gagner leur revenu sur le marché », insiste le document. La présidence néerlandaise veut simplifier la Pac, lever les barrières réglementaires et administratives et surtout innover, notamment en matière de génétique, de traçabilité ou de big data (utilisation des données informatiques collectées sur Internet ou les réseaux sociaux).
Pour la Coordination européenne Via campesina (EVC), « malgré l'ouverture annoncée sur la question alimentaire, c'est au final une vision très partielle de la problématique qui se dégage » : « qui oublie au passage la question de l'accès à une alimentation de qualité pour des millions de pauvres en Europe et les problèmes de santé liés à l'alimentation industrielle. »